



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article236>

# Un trafic de drogue embarrasse le nouveau régime mauritanien

- Actualités - Société -

**Le Monde.fr**

Date de mise en ligne : vendredi 1er juin 2007

---

Union des Forces de Progrès

---

**Depuis plusieurs semaines, la justice enquête, l'administration fait le ménage dans ses rangs et l'opposition tempête. A l'origine de ce maelström en Mauritanie, la saisie, dans la nuit du 1er au 2 mai, d'une importante cargaison de drogue déchargée d'un avion de tourisme sur le tarmac de l'aéroport de Nouadhibou, la capitale économique.**

Cette nuit-là, 630 kg de cocaïne, d'une valeur de 20 millions de dollars (14,9 millions d'euros) au moins, ont été saisis, soit l'équivalent de plus de 10 % des saisies annuelles en France. "C'est la plus importante prise jamais effectuée en Mauritanie", résume un magistrat à Nouakchott, la capitale.

Selon une source policière, l'avion, un bimoteur de marque Cessna, avait été signalé comme suspect aux forces de sécurité. Il n'aurait d'ailleurs jamais dû atterrir à Nouadhibou, l'aéroport, en travaux, fonctionnant au ralenti. Ce n'est qu'en simulant des ennuis techniques qu'il a obtenu de la tour de contrôle l'autorisation de se poser.

L'appareil ayant atterri et la cocaïne, répartie dans des caisses, rapidement déchargée sur le tarmac de l'aéroport, deux voitures de police se sont dirigées vers le Cessna. Abandonnant la cargaison, l'équipage a redécollé.

Le Cessna a été retrouvé peu après, à court de carburant, posé dans le désert sur une piste d'atterrissage improvisée à quelques dizaines de kilomètres au sud de Nouadhibou. L'équipage - trois ou quatre personnes - s'était volatilisé. Les enquêteurs, épaulés par Interpol et les Français de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants, supposent qu'il a été récupéré par le responsable local du réseau et mis à l'abri dans cette vaste zone du Sahara occidental peu ou mal contrôlée par les Etats de la région.

De l'examen du Cessna et de ses instruments de navigation les enquêteurs ont déduit que le bimoteur, lesté de bidons d'essence, avait décollé du Venezuela. La cocaïne devait être stockée dans une villa louée à Nouadhibou puis convoyée vers le nord - en direction du Maroc - probablement par hélicoptère. Les enquêteurs soupçonnent que deux hélicoptères loués en France et qui attendaient sur une plage proche de Nouadhibou allaient servir à l'opération. Officiellement, les appareils revenaient d'une mission humanitaire au Sénégal, un pays voisin.

### CERVEAU DE L'AFFAIRE INCONNU

Sept personnes ont été arrêtées : des Mauritaniens, deux Français et un Marocain. En revanche, le cerveau de l'affaire est inconnu. Mohammed Ould Haidalla, le fils d'un ancien chef de l'Etat, a été mis en cause par les enquêteurs qui le recherchent activement. Locataire de la villa, il aurait été vu à l'aéroport attendant l'appareil venu d'Amérique du Sud. Son véhicule aurait récupéré l'équipage dans le désert.

Deux autres personnalités ont été mises en cause. La première est un homme politique très connu, Chbih Ould Cheikh Melanine, incarcéré pendant des années sous le précédent régime. Ses accointances avec les rares protagonistes connus de l'affaire (dont le fils de l'ex-président) lui ont valu d'être longuement entendu par la police avant que le dossier le concernant ne soit "classé sans suite".

Le président du patronat mauritanien a aussi été mis en cause par un quotidien qui l'a présenté comme un gros bonnet de la drogue. Le directeur du journal, poursuivi pour diffamation, est incarcéré depuis le 26 mai.

## **Un trafic de drogue embarrasse le nouveau régime mauritanien**

---

Outre l'enquête judiciaire, une commission administrative composée de neuf membres étudie les possibles ramifications des réseaux de drogue au sein de l'administration. Selon l'opposition, "la Mauritanie est devenue (...) un maillon des réseaux internationaux de la drogue". Elle demande la création d'une commission parlementaire redoutant que "le scandale soit étouffé".

L'affaire tombe mal pour le nouveau chef de l'Etat. Elu il y a deux mois au terme d'une transition démocratique exemplaire, le président Sidi Ould Cheikh Abdellahi est confronté depuis peu au mécontentement d'une population exaspérée par la hausse des prix, les coupures d'eau et d'électricité dans la capitale.

Jean-Pierre Tuquoi

source : Monde.fr